

## Compte-rendu de la Réunion des 13 et 14 février à Limoges

Ce compte-rendu n'a pas la prétention de relater l'intégralité des débats, mais de résumer de manière synthétique les discussions et orientations prises.

AGE présentes : Caen, Lille, Limoges, Montpellier lettres, Paris 4 Sorbonne, Pau, Rouen et Toulouse sciences humaines. Par ailleurs, d'autres AGE contactées étaient intéressées par cette réunion mais n'ont pas pu venir : Grenoble, Le Havre, Paris 3 Censier, Nantes et Nice.

Nous avons commencé par un tour de table des AGE présentes à propos de nos implantations, nos pratiques militantes, mais aussi de nos orientations syndicales et donc de nos attentes notamment en vue du congrès de l'UNEF.

**LILLE** : Implantée sur 2 universités, plutôt en baisse en lettres, gère une cafétéria. AGE très longtemps isolée, puis participant au CN depuis 1995. Étant respectueux du cadre syndical, c'est la première fois qu'ils participent à une réunion transversale ne regroupant qu'une fraction des AGE de l'UNEF.

**PARIS 4** : AGE continue et solide qui a remporté les élections pour la première fois par leur positionnement contre Attali et les réformes Allègre. N'ont pas réussi à mettre en place une réelle mobilisation mais ont diffusé l'information durant le mouvement. Leur positionnement dans l'UNEF est de plus en plus critique, car ils pensent que celle-ci traverse une crise grave.

**CAEN** : Implantés sur 2 campus sur 3, ils sont en forte progression militante malgré le fait que leur université soit un bastion de l'UNEF-ID. Lors du mouvement ils ont eu beaucoup de problèmes avec l'UNEF-ID, qui se positionna systématiquement contre celui-ci et donc n'a pas eu un bon écho auprès des étudiants. Le mouvement continue en STAPS, Philo et Socio. L'UNEF de Caen a toujours été oppositionnelle.

**ROUEN** : Force syndicale constante en plein renouvellement militant. L'UNEF-ID se renforce et une corpo de gauche (campus actif) est apparue il y a quelques années. Le mouvement contre Attali fut difficile, la mobilisation a eut lieu grâce à Amiens. Beaucoup de militants se sont syndiqués en fin de mouvement. Participent au CN et au BN, oppositionnels, ils n'ont jamais eu la volonté de créer une tendance et privilégient la notion de réseau de militants au sein de l'UNEF. Pensent que la préparation du congrès est importante mais difficile car le retard dans la mise en commun ne sera pas pallié d'ici là. Pensent que nous avons besoin de développer un réseau syndical.

**MONTPELLIER LETTRES** : Situation difficile depuis 2 mois : plus de bureau d'AGE. Lors d'une AG électorale, le quitus du président n'étant pas voté, cela a mené à une confrontation entre la section Lettres et la section Sciences. Depuis, les liens de Lettres avec Sciences et le BN sont coupés. Ont participé au mouvement avec le SEUL.

**LIMOGES** : Baisse du nombre de militants depuis le mouvement de 95 lors duquel l'AGE était ressortie très forte. A remportée les élections universitaires et reste majoritaire sur l'ensemble de l'Université (l'AGE est très forte avant tout en Lettres et Sciences et est aussi présente en Droit, IUT et Médecine). L'AGEL gère aussi une coopérative en Sciences et Lettres, une cafétéria en Lettres et une Coop-Cafèt en Médecine. Le mouvement contre les réformes Allègre, impulsé par l'AGEL a connu une forte mobilisation. Après avoir participé pendant des années au BN et étant présents à tous les CN, la question de la participation à l'UNEF est en débat. Participation active à l'intersyndicale et besoin de travail avec les syndicats de lutte.

**TOULOUSE** : Positionnement syndical différent sur les trois universités : tendance majoritaire en sciences, l'AGE d'éco-droit est sorti de l'UNEF après le congrès de Toulouse ; sciences humaines, longtemps très critique a consommée la rupture après l'abstention au CNESER sur la réforme Bayrou. L'association de lettres et sciences humaines n'a plus aucun contact avec le CN comme avec le BN depuis cette époque. Cette dernière s'est cassée la gueule ces dernières années mais est en pleine reconstruction. Le mouvement étudiant a démarré très tôt avec la collaboration de SUD, mais très peu de militants se sont syndiqués depuis. Participation active à l'intersyndicale et besoin de travail avec les syndicats de lutte.

**PAU** : AGE en reconstruction depuis le début de l'année et qui s'est forgée une bonne base militante. Très forte participation au mouvement.

Le débat s'engage sur l'ordre du jour de la réunion. Il en ressort une volonté de débattre sur le syndicalisme de lutte et pas seulement des problèmes internes de l'UNEF. Pour cela, il apparaît la nécessité de lier les réformes

universitaires et leur politique avec le positionnement des différents syndicats aussi bien de manière locale que nationale. Un bilan de l'apparition de l'UNEF lors des 4 dernières années est donc dressé par Limoges :

**1995/1996 :** • Lors du mouvement étudiant de novembre et décembre les forces syndicales ont été complètement dépassées par la mobilisation.

• Les Etats généraux de Bayrou, perçus dès leur annonce comme une véritable mascarade par l'immense majorité des étudiants mobilisés, ont vu l'Unef "s'en emparer", cautionnant ainsi une pseudo consultation, et acceptant dès le départ la futur réforme Bayrou.

**1996/1997 :** • L'Unef, comme l'Unef-id qui a négocié et "gagné" la réforme Bayrou, s'abstient lors du vote au CNESER, alors qu'un début s'effervescence de contestation touche les facultés.

• Après les législatives et la victoire de la gauche plurielle, Allègre maintient la logique de privatisation de l'Université (commande des rapports Attali, Mérieux et Guillaume) et donne les délais de l'application de la réforme de son prédécesseur.

• L'UNEF pris d'une fièvre militante lance une grande campagne pour l'obtention du demi tarif sur les transports en commun mais reste muette sur les réformes en cours.

• Alors que le mouvement des Sans Papiers, commencé depuis le printemps prend une ampleur nationale, l'Unef privilégie le silence à la prise de position. Même si elle inscrit dans sa plate-forme la régularisation des Sans-Papiers (mais pas le droit de vote pour les immigrés), c'est pour satisfaire les velléités de sa frange la plus radicale. Aucune campagne dans ce sens ne verra le jour.

**1997/1998 :** • Pendant l'hiver, alors que le mouvement des chômeurs bat son plein et prend une ampleur inconnue jusqu'alors, l'UNEF hiberne.

• Sans-papiers : alors que le nouveau gouvernement renforce l'arsenal anti-immigrés, l'UNEF ne réagit toujours pas.

• Les différents rapports sur l'Education nationale annonce le début de la mise en place des réformes Allègre. L'UNEF ne mène aucune analyse réelle.

• La Seine-saint-denis connaît pendant plus d'un mois des manifestations et des mouvements de contestation de la politique d'Allègre. L'Unef est absente une fois de plus.

• Durant toute l'année les facs subissent la mise en place de la réforme Bayrou. Silence de l'UNEF au niveau national.

**1998/1999 :** • Un mouvement lycéen se développe en réaction au rapport Mérieux. Les syndicats étudiants essayent de l'encadrer : la FIDL (de l'Unef-id) qui coule le mouvement. L'Unef fait une tentative vite avortée de créer un Syndicat Lycéen.

• En novembre et décembre, un mouvement étudiant, contre la mise en place des réformes Allègre qui vise à la privatisation des universités, se développe dans certaines villes où la mobilisation est très forte. L'UNEF est totalement débordée. L'UNEF démontre son incapacité à s'informer, à analyser aussi bien les réformes que la mobilisation elle-même.

Par conséquent l'UNEF ne soutient pas le mouvement et se fait même remercier à la première coordination du mouvement à Amiens.

L'UNEF s'étalonne sur les positions et l'attitude de l'Unef-ID (par exemple avec la charte des stages). Elle essaye de négocier avec le gouvernement, donc en marge du mouvement. Elle ne fait aucun effort de mobilisation et n'a de toute façon ni les forces ni la volonté de la faire. L'Unef s'impose ouvertement comme une structure d'accompagnement.

Le bilan semble être partagé par tout le monde. Des précisions sont apportées par Lille : stratégies gouvernementales nouvelles pour faire passer les réformes depuis le ministère de Bayrou, faire participer les syndicats par des pseudo consultations pour éviter les rejets en bloc. Les syndicats nationaux se posent comme syndicats de négociation, n'obtenant rien ils deviennent des syndicats d'accompagnement et freinent les luttes. L'UNEF se retrouve donc sur un terrain concurrentiel avec l'Unef-ID sans les mêmes moyens. De plus, l'UNEF a abandonnée petit à petit toute ligne politique et se borne à essayer de consulter les étudiants. L'UNEF se contente de réclamer des moyens pour les universités, sans prendre de position sur les choix gouvernementaux (par exemple le traité de Maastricht) qui les impliquent. Il ressort que si l'UNEF ne redevient

pas un syndicat de lutte, elle n'aura plus aucune perspective. De plus, un syndicat de lutte apparaît comme une nécessité. L'idée d'un réseau est abordée, pour se doter d'un matériel commun, de campagnes communes.

Le syndicalisme étudiant débute avec l'adoption en 1946 par l'UNEF de la charte de Grenoble. Celle-ci inspirée notamment de la charte d'Amiens, définit l'étudiant comme un jeune travailleur intellectuel. Cependant l'UNEF, n'a pas les statuts d'un syndicat (avec les droits qui vont avec) mais ceux d'une association. Pour développer la convergence des luttes entre les étudiants et les travailleurs et sachant que les étudiants ont tout de même vocation à devenir des travailleurs, il est émis l'idée qu'un syndicat étudiant pourrait faire partie d'une confédération syndicale de travailleurs (au même titre que les chômeurs par exemple). S'il est clair que les étudiants ont vocation à devenir des travailleurs, le rôle de l'Enseignement supérieur doit aussi être d'élaborer et de transmettre le savoir et donc de développer l'esprit critique.

S'il apparaît évident à tous que les liens avec les salariés doivent être développés et notamment dans les luttes, l'idée d'un syndicat étudiant dans une confédération syndicale de travailleurs n'est pas reprise.

Il s'ensuit un débat sur l'unité syndicale au niveau des étudiants. L'unité ne peut se concevoir que par et à travers la lutte ou une unité par la base sur un programme commun et explicite. En ce qui concerne l'UNEF, elle ne doit pas être celle des appareils syndicaux UNEF-Unef-ID mais celle de la lutte, comme par exemple lors de l'intersyndicale. Des liens transversaux entre des sections locales syndicales doivent être établis sur la base de positionnement commun sur l'actualité, notamment dans l'UNEF avec aussi la perspective du congrès et les questions internes à l'UNEF.

### Préparation du congrès

En ce qui concerne le congrès de l'UNEF, il semble nécessaire de se coordonner pour être plus efficace et pour œuvrer dans le sens de nos intérêts communs dans l'UNEF : c'est à dire faire que l'UNEF redevienne un syndicat de lutte ou tout du moins adopte des positions plus radicales notamment envers les réformes Allègre.

Deux textes seront préparés par la direction nationale en vue du congrès. Un recto sur ce qu'est l'UNEF, comment ça fonctionne suivi d'un verso servant d'appel au rassemblement du mouvement étudiant ; un autre développant six thèmes qui seront :

- le passeport culturel
- parité dans les conseils
- contenu des formations (charte des stages, charte des examens)
- mutualisme, plan social étudiant, statut étudiant
- financement des universités
- les droits des étudiants en Europe et dans le monde (idée de charte)

Il est laissé la possibilité de préparer des contributions d'AGE au congrès, contributions qui pourront être défendues dans les AGE avant le congrès.

Il est décidé de ne pas faire de contribution commune des AGE présentes mais d'appuyer sur les mêmes thèmes. Les axes prioritaires seront l'unité, la privatisation des universités, les lois racistes avec le problème des étudiants étrangers, le rôle des élus, le mutualisme... En ce qui concerne le mutualisme, plutôt appuyer sur le fond et non sur la forme et la manière dont a été constituée la liste unitaire. Revenir sur l'absence de plateforme d'orientation de la liste, sur les revendications en termes de mutualisme comme le guichet unique par exemple. Montpellier veut, lors du congrès, mettre en avant les problèmes de démocratie au sein de l'UNEF et demander le droit de tendance à l'UNEF. Pour les autres le problème de démocratie n'est pas à mettre en préalable car il conduirait à l'affrontement et donc à un repli de la direction nationale sur des positions figées. Enfin le droit de tendance ne recueille pas le soutien de tous. Il faudrait aussi lors du congrès proposer des campagnes précises que pourrait mener l'UNEF.

Il est nécessaire de d'abord déblayer le terrain lors de nos congrès d'AGE et de se revoir ensuite pour voir les divergences, ce qui apparaît comme la meilleure façon d'être efficace.

### Le réseau

L'idée de réseau, reprise et développée par tous les présents, vient d'une nécessité en terme de lutte de se coordonner. Le réseau peut-être vu d'une manière interne à l'UNEF mais aussi d'une manière externe. D'une manière interne pour peser de manière conséquente sur les orientations de la direction nationale sans être réellement figé. D'une manière externe pour permettre le regroupement de diverses sections syndicales locales

lors de campagnes bien précises et donc de favoriser l'expression au niveau national du syndicalisme de lutte. De manière implicite, c'est le réseau externe qui est privilégié. Il permettrait aussi dans la pratique de garder contact avec les AGE qui sont sortie de l'UNEF à l'issue du congrès de Toulouse et celle qui risquent fort de sortir de l'UNEF après le congrès de cette année. Certains y voient même, à terme, la naissance d'une autre structure syndicale nationale.

Le réseau aurait donc pour but de se doter d'un matériel national commun, de campagnes communes. Au delà d'un échange d'information, il pourrait être l'occasion d'une réflexion commune et pour cela nécessiterait des rencontres régulières.

Quels que soient les objectifs de chaque AGE de l'UNEF ou hors de l'UNEF, ce réseau est une nécessité et permet aussi d'être un cadre de débat autour de ces divergences d'objectifs.